



Les gaziers veulent faire partie de la solution

OBJECTIFS. Les réductions de consommation d'énergie et d'émissions carbone seront plus difficiles à réaliser sans la contribution du gaz naturel et du biogaz.

CHRISTIAN AFFOLTER

Les gaziers romands ont démontré lors du premier forum organisé à Lausanne réunissant des intervenants de tous horizons qu'il y a avantage à les intégrer dans la réflexion sur l'approvisionnement futur en énergie de la Suisse. Cela se manifeste de manière particulièrement évidente au niveau de l'infrastructure. Le directeur général de Gaznat René Bautz a rappelé que les capacités de stockage et de transport d'énergie du réseau gazier actuel sont nettement supérieures à celles du réseau électrique à l'échelle suisse et européenne. Autrement dit, le passage au tout-électrique, dont rêvent certains pays, serait simplement «irréaliste et aurait un coût prohibitif».

Il engendrerait également un approvisionnement plus précaire que nécessaire. Il conseille ainsi aux autorités politiques de «garder toutes les options ouvertes, en évitant les interdits technologiques, et d'appliquer le principe de l'égalité des chances entre technologies concurrentes.» Les gaziers et électriciens sont prêts: «la concurrence est en train de s'estomper, les relations sont actuellement très bonnes, mais il faut continuer à développer les discussions et renforcer les collaborations».

Rapportant ce qui se fait ailleurs en Europe, et notamment en France, la responsable du Pôle Relations Institutionnelles de Teréga (réseau gazier du sud-ouest de la France) Marie-Claire Aoun a souligné qu'un nombre croissant de pays (ré)intègre le gaz dans leur

stratégie énergétique. Le premier enjeu, surtout à court terme, est de remplacer l'électricité produite par des centrales à charbon. A ce sujet, elle constate que depuis un an, notamment grâce à la hausse du prix pour l'émission d'une tonne de CO₂, les centrales à gaz sont plus compétitives que celles à charbon.

La sortie d'une vision du tout électrique permet de réaliser une transition énergétique à moindre coût. Une approche groupée gaz/électricité évite aussi des investissements lourds dans le réseau de transport électrique. A plus longue échéance, «le principal atout du gaz, c'est le stockage, à la fois en grande quantité et sur une longue durée», a-t-elle souligné. Le gaz a ainsi de «belles perspectives dans le rôle de soutenir le développement du renouvelable».

Le bilan du gaz peut être amélioré encore en y augmentant la part du renouvelable, notamment du biogaz. Une autre approche de «décarbonation» est de capturer le CO₂ généré au cours de certains processus, par exemple la génération d'hydrogène à partir d'énergies fossiles, qui peut ainsi être classé comme «bleu».

Prendre en compte tout le cycle de vie d'un véhicule

Ces démarches font pleinement sens dans le cadre d'une autre démarche des gaziers, pour laquelle ils ont néanmoins subi un échec à Bruxelles. Plutôt que de persister à mesurer les émissions de CO₂ au niveau du pot d'échap-

pement, ils avaient plaidé pour la prise en compte des émissions sur tout le cycle de vie d'un véhicule. Selon certaines études (IFP/énergies nouvelles notamment), cette méthode donne l'avantage aux véhicules à gaz même en prenant la production d'électricité française (pauvre en émissions carbone grâce au nucléaire) comme référence – pour autant que le carburant des voitures à gaz provienne à 100% de sources renouvelables.

Les gaziers romands ont également présenté des applications concrètes de génération de biogaz. Administrateur délégué d'Ecorecyclage, filiale d'Holdigaz exploitant la centrale de Lavigny, Luc Germanier a souligné que faire marcher un digesteur avec un mélange adéquat est un exercice d'équilibrisme qui demande beaucoup de triages au niveau des déchets arrivant à l'usine. D'autre part, il a insisté sur une injustice d'ordre politique: contrairement au biogaz destiné à la production d'électricité, celui injecté dans le réseau gazier ne bénéficie pas de RPC. Plus brièvement, le gaz renouvelable n'est pas reconnu en Suisse en tant que tel. «C'est une distorsion de la concurrence. La RPC fausse le système», a-t-il martelé. Avec la mise en service d'un nouveau digesteur liquide l'année prochaine, la capacité de production de 16,5 GWh actuellement devrait passer à 25 GWh.

Les dimensions de l'installation exploitée dans le cadre de la STEP La Saunerie à Colombier,



présentée par le directeur Energie et Produits de Viteos Remigio Plan, sont un peu plus modestes en termes de capacité, avec 2,5 GWh/an. Mais il s'agit une première dans le canton de Neuchâ-

tel, tout à fait répliquable.

Le physicien Michel Bonvin s'est quant à lui livré à une analyse des conséquences des dispositions de la Stratégie énergétique 2050. Elles sont peut-être moins dra-

matiques que redoutées. Mais il faut alors passer par d'importants efforts au niveau de l'assainissement des bâtiments et rationaliser les transports. Et le prix d'une telle transition sera élevé. ■



RENÉ BAUTZ. Le directeur général de Gaznat a rappelé les capacités de transport du réseau gazier existant à exploiter.